



organe des fédéralistes anarchistes

Le véritable anarchiste ne veut ni commander ni obéir. Ennemi de toute autorité, il ne veut pas plus exercer celle-ci que la subir

Administration : A. PERRISSAGUET
20, Clos-la-Bregère, Limoges.
Chèque postal 85-87

RÉDACTION
René DARSOUZE
16, Chemin de la Borie, Limoges

ABONNEMENTS			
	3 mois	6 mois	Un an
France.	5.50	11 »	22 »
Etranger.	7.50	15 »	30 »

Le Pape et son Evêque

Tant pis si, cette semaine, je prends la liberté d'empêcher sur le domaine réservé, dans ce journal, à notre excellent collaborateur : A. Lapeyre.

Cet ami m'excusera ; d'abord, parce qu'il sait que, tout comme lui, j'attache une très grande importance à la question religieuse, car je pense, moi aussi, qu'on ne peuplera la terre de félicités positives que dans la mesure où l'on videra le ciel des espérances illusives que l'ignorance y a placées ; ensuite, parce qu'il a bien voulu se charger d'une rubrique excessivement chargée et je crains que les deux faits d'importance secondaire sur lesquels je veux attirer l'attention de nos lecteurs ne lui aient échappé.

Dans l'un de ces faits, il s'agit du Pape ; l'autre met en cause un évêque.

A tout seigneur, tout honneur : commençons donc par le Pape.

Replacé, par la grâce de l'odieux Mussolini, à la tête de son petit royaume, renforcé, ainsi, en possession de sa puissance temporelle, le successeur de Saint-Pierre ne se contentera plus désormais de la camarilla de cardinaux, de secrétaires, de Nonces, de Légats et autres « Monseigneurs » qui composent sa cour. Il entend jouir de toutes les prérogatives attachées à la personne royale et on annonce que, très prochainement, des officines du Vatican va sortir une abondante promotion de princes, ducs, comtes et noblaillons divers.

Inutile de dire que d'autres promotions suivront périodiquement celle-ci et que tout un trafic de croix et de couronnes va s'établir et fonctionner régulièrement.

Croix et couronnes !

Jésus (s'il a existé) a gravi le Golgotha, les épaules ploquées sous le fardeau de la Croix sur laquelle il a expiré, succombant aux horribles souffrances de l'ignominieux supplice. C'est, du moins ce que l'Eglise enseigne, depuis des siècles, aux populations qu'elle abêtit.

Or, ceux que le Souverain Pontife va élever à la dignité (si l'on peut dire !) de comtes, ducs et princes de l'Eglise catholique, apostolique et romaine, porteront vaniteusement leur croix sur la poitrine et, gonflés d'orgueil, ils orneront d'une couronne comtale, ducal ou princière leurs cartes de visite, leur linge, leur vaisselle et argenterie, leur papier à lettres et leurs autos, et ils ne songeront pas un instant au « Fils de l'Homme » qui ne porta, lui, qu'une couronne : la couronne d'épines que, par dérision et cruauté, ses bourreaux firent pénétrer dans sa tête.

Que, dans sa sottise et ridicule prétention, la noblesse de pacotille instituée par « Sa Sainteté » ne discerne pas ce qu'il y a d'odieux dans ce contraste ; c'est possible : l'orgueil — un des sept péchés capitaux, pourtant — les aveugle.

Mais il est impossible d'admettre que le Pape n'aperçoive pas ce contraste flagrant et scandaleux. Seulement, ce commerce de titres nobiliaires, une fois bien installé, rapportera gros. Il fera rentrer dans les caisses du Vatican les « fortes sommes » soutirées aux catholiques les plus dépourvus de la première des vertus chrétiennes enseignées aux enfants du catéchisme : l'humilité.

« Saint-Père, veuillez apposer votre signature sur ce bref. — Oh ! Oh ! Il s'agit d'un duc ? — Oui, très Saint-Père. — Il est riche ? — Très riche. — Il a la main large ? — Très large. Et, de plus, très Saint Père, il est idiotement vaniteux. — C'est parfait. Alors, faites-lui verser la forte, la très forte somme. — Très Saint Père, soyez sans inquiétude ; ce sera le maximum ».

Admirablement tuyautée par la foule de « crossés » et de « mitrés » qu'elle compte dans toutes les parties du globe et qui entretiennent soigneusement les meilleures relations avec le gratin de la fortune, la Cour de Rome saura mettre en coupe réglée l'aristocratie internationale de l'argent.

Les affaires sont les affaires !

L'Eglise, reine de la mercantile et de l'escroquerie, organisera astucieusement cette « foire aux vanités » qui ajoutera au cours de revenus à toutes celles que lui assurent déjà le trafic des Indulgences, le commerce des sacrements, les offices pour la délivrance des âmes du purgatoire, le culte idolâtre des Saintes reliques, les œuvres dites de charité et tous autres moyens de faire casquer l'ignorance et la crédulité.

Ah ! que l'Eglise, son chef suprême, son clergé et ses fidèles sont loin de « l'Ecclesiaste » qui, déplorant le vide et dénonçant le néant des choses de ce monde, s'écrie : « Vanitas, vanitatum, et omnia vanitas ! » (Vanité des vanités, et tout est vanité !)

..

Avec le nommé Gonon, évêque de son métier, c'est un autre son de cloche, ou, plus exactement, une autre paire de manches. Ce Gonon règne sur le diocèse de Moulins. Il vient d'adresser à son clergé un mandement dont la lecture doit être faite dans toutes les églises de ce diocèse.

Ce mandement est une déclaration de guerre, en bonne et due forme, aux bras nus et aux jupes courtes. Les bras de ces dames et demoiselles devront être couverts jusqu'au coude et les jupes devront descendre au-dessous du genou.

Au temps où j'allais à la messe — il y a quelque cinquante ans — une femme ne se serait pas permise d'assister au « Saint Office » sans que ses manches allassent jusqu'au poignet et sa jupe jusqu'à la cheville.

Allons ! Il y a progrès et le sieur Gonon sait tenir compte des exigences de la mode ! Son mandement chiffonnera bien un peu les jeunes chrétiennes en possession de bras bien modelés et de jupes bien dessinées, qui, pieusement, se rendent à l'Eglise, les dimanches et fêtes, dans le secret espoir d'y rencontrer un mari ou un amant ; mais il comblera d'aise les vieilles bigotes qui, n'ayant à exhiber rien de présentable et ayant perdu tout espoir de conquérir époux ou gigolos, seront contentes de la condamnation, au nom de la pudeur et de la décence, des jupes courtes et des bras nus.

la jambe d'une femme deviennent indécentes ; et, s'il a constaté que c'est au coude et au genou, on ne peut que rendre hommage à sa haute compétence qui nous apporte — enfin — la solution d'un problème délicat, important et passionnément controversé.

Dans l'interdiction des jupes courtes et des bras nus prononcée par Monsieur Gonon, ce qui est d'un intérêt palpitant, ce sont les sanctions prescrites : les bras nus et les jupes courtes ne seront admis ni à la « Sainte Table », ni au pèlerinage de Lourdes.

Sachons gré au sieur Gonon de n'être point allé jusqu'à l'excommunication majeure. Mais constatons une fois de plus que pour moraliser leurs ouailles, les bergers de l'Eglise emploient toujours le même système : le châtiment. L'appel au cœur, à la raison, à la conscience ne leur suffit pas. Ce sont, entre leurs mains, armes inopérantes ; tandis que la privation, la punition ont quelque chance de succès. C'est la stricte application, dans les plus petites choses et dans les moindres détails, de la même méthode, méthode de dressage et non d'éducation, méthode destinée à mater des esclaves et non à élever des êtres libres à la compréhension et à la pratique de ce qui est beau, juste et bon ; méthode qui attache à chaque action l'idée de sanction extérieure : récompense ou punition, ciel ou enfer.

Triste morale et triste méthode ! On retrouve, dans l'évêque Gonon, le mépris et la haine de la chair qui, dogmatiquement du moins, est une des fatales conséquences

de la doctrine de l'Eglise catholique. Cette doctrine consacre le dualisme constant de la chair et de l'esprit, du périssable et de l'impérissable, du matériel et de l'immatériel.

Le clergé catholique affirme et enseigne que toute conquête de la chair est un recul de l'esprit et que toute victoire de l'esprit est une défaite de la chair.

Il prétend que le péché vient des instincts charnels et que lorsque l'esprit succombe, c'est aux tentations de la chair que sa chute est imputable. Et il en infère que la vertu exige de la part d'un bon chrétien qu'il se mette en garde contre les maléfiques diaboliques revêtant l'aspect séduisant d'une chair appétissante et de formes excitantes.

L'Eglise ne conteste pas l'âpreté de ce combat incessant entre les « perversités » inhérentes à la nature et le devoir chrétien. Mais la récompense ou le châtiment sont, dit-elle, l'enjeu de ce douloureux conflit et elle a soin d'ajouter que la menace des tourments infernaux et l'espoir des béatitudes éternelles valent bien qu'on leur sacrifie les jouissances passagères que procure la satisfaction des appétits charnels.

L'histoire de ce Pape qui vend des décorations et des titres et celle de cet évêque qui prohibe l'exhibition des bras et des jambes m'amène à conclure que le second reste fidèle à la doctrine de l'Eglise tandis que le premier se met en contradiction avec ses enseignements.

Sébastien FAURE.

REALISONS

Il y a quelques années, un de mes amis, à qui les questions sociales ont livré maints secrets, voulut, quittant son dilettantisme habituel, entrer dans la lice par la grande porte. Possesseur d'un petit capital, il fit l'acquisition d'un bel immeuble, en plein centre d'une ville importante.

Et, auprès des personnalités « marquantes » des groupements d'avant-garde, mon ami mena une propagande active, de plusieurs mois, pour les amener à s'intéresser à la création d'un « Foyer prolétarien », avec : café, bar, salle de lecture, bibliothèque, salle de jeu, et salle de conférences.

Pour la réalisation de ce programme alléchant, il était prévu une émission d'actions de : 50, 100 et 500 francs, garanties par l'immeuble. Partout on s'extasia, mais d'argent, point. Les sommes recueillies atteignirent un taux si ridicule, que, découragé, l'ami ne donna pas suite à son projet.

J'eus l'occasion, l'année suivante, de m'entretenir de cela avec des personnes qui avaient été sollicitées. Partout même réponse : « Que veux-tu, mon vieux, nous ne sommes pas des bourgeois, nous ne possédons pas d'immeubles dans le centre. Cinq cents francs, ou cent, ou même cinquante, pour des budgets ouvriers, c'est une somme ! »

Or, à quelque temps de là, voulant me convaincre du « crétinisme » des « gens de gauche », révolutionnaires ou réformistes, mon ami, s'arrangea pour que...

quelque part... on organise, sous un prétexte quelconque, un banquet où devaient se retrouver quelques-unes des personnes sollicitées jadis.

Et nous avons, ensemble, calculé que chaque compagnon avait dépensé — inutilement, au fond — de 25 à 50 francs. Et avec le sourire désabusé, que je lui connais si bien : « Et dire qu'ils sont capables de recommencer dans deux mois, tous les mois, si quelqu'un voulait les y encourager ! »

Et cependant, aucun de ces révolutionnaires n'avait trouvé cinquante francs pour une œuvre valablement intéressante.

Voici, un fait, qui se renouvelle tous les jours sous nos yeux. Pour des œuvres fortes, durables, impossible de susciter un mouvement de sympathie agissante parmi la masse des gens qui croient œuvrer à l'avènement d'un monde nouveau. Si, depuis un siècle, les hommes s'étaient appliqués à réaliser tout ce qu'ils pouvaient dans le cadre ou hors cadre, des institutions du moment, le monde aurait été bouleversé.

Tous les fumistes de la sociale, grassement prébendés, tous les « fuisours » des syndicats, des partis, qui vivent, et bien, des sous des copains ; tous les Congrès qui coûtent en déplacements des sommes considérables ; toutes les grèves, émeutes, révolutions manquées et qui ne pouvaient pas ne pas manquer. Noterai-je, le temps, l'encre, le papier, consommés inutilement à des disputes de personnalités, sans aucun bien — au con-

traire — pour la propagande ? Que de forces, gaspillées !

Je sais bien parbleu, que la Révolution en libérant toutes les forces productives, promet l'avènement d'un monde où ne manqueraient ni les salles de jeux, ni celles de conférences, de lecture ; ne manqueraient ni le pain, ni les vêtements, ni les immeubles, où le travail sera joie au lieu d'être peine.

Mais quand seront réalisées les conditions nécessaires à la réussite d'une Révolution ? Demain, ou dans cent ans, ou plus ? Qui le sait ?

En attendant, des amants fervents de la liberté, meurent à petit feu dans des geôles. D'autres s'étiolent dans des ateliers ou des usines. Les enfants manquent d'air, de nourriture saine, de soins, de caresses. Les femmes, chair à plaisir, gémissent sous le mâle, enfantent inconsidérément au grand dam de leur bien-être et de leur santé. Les amants se ruent, jaloux, revolver au poing, tuant la belle chair ardente.

Aveugles et sourds, ou dolents mais lâches, nous vivons dans ce monde, sans bousculer les préjugés, sans éteindre les haines, sans fermer les blessures ; sans jeter les bases du grand temple de la Fraternité en terre libertaire. La pensée libre, nous vivons en esclaves, renvoyant toujours au lendemain la réalisation de nos espoirs. Tout ou rien ! Rien !

Rien ? Mais nous sommes quelques-uns, qui voulons vivre tout de suite ; qui n'ayant pas devant nous : l'éternité, voulons réaliser une vie belle, forte, joyeuse. Que vienne la Révolution, dans ce monde que nous sapons, que nous détruisons pierre à pierre et nous saurons bien aider à l'accouchement. Mais si les peuples se complaisent en leur laideur, est-ce une raison pour que nous tendions aussi nos poignets au lien social ?

Nous voulons réaliser : Amour ; sexualisme ; génération ; camaraderie ; colonies de vacances ; maisons d'édition ; maisons de repos ; centre de production ; groupes de consommation... etc., etc.

Et nous réalisons en nous, d'abord : la lutte contre les préjugés, d'ordre moral, sentimental, sensoriel.

Nous serons des ferments redoutables, joyeux, vivants.

A. LAPEYRE.

Pour faire réfléchir

Vertu cardinale, de sens volontairement imprécis, la prudence couvre de son égide les plus machiavéliques inventions du chef intrigant. Complétée par la restriction mentale, mirifique invention des casuistes romains, elle permet de tromper sans mentir ; et, dans le serment, la pensée contredit sans parjure ce qu'affirment les lèvres apparemment. « Je n'ai rien vu » déclare faussement le témoin, nul mensonge assure le théologien, s'il ajoute intérieurement : « Du moins pour le dire ». Admirable façon de duper, tout à la fois et Dieu et le prochain ; mais que le juge souverain, s'accommodant de ce formalisme imbécile, voilà qui contredit son absolue perfection. Ainsi précèdent les chefs hypocrites dont le respect des textes légaux couvre mal l'iniquité foncière : magistrats qui déshonorent leur victime en lui prêtant des fautes imaginaires, gouvernants dont les rapines se colorent de motifs désintéressés. Pour le troupeau, modelé par les maîtres, une vertueuse dissimulation devient la règle suprême. Quelle indignation, chez les âmes saintes, lorsqu'on parle de soi sans modestie affectée, rappelant les défauts, n'oubliant point les qualités. Parce qu'ils repoussent la vérité avec une désinvolture parente de la fausse humilité du croyant, on préfère la jactance bavarde du vanité ou l'orgueil fou de l'homme d'Etat. Payez les louanges dont vous couvrez la presse, des grincheux seuls y trouveront à redire ; et l'on juge naturel que dames patronesses ou désœuvrés du grand monde se fassent de la réclame sous prétexte de charité. Quant aux glorieux rejetons de l'aristocratie et à ces humbles par excellence : pape, hauts prélats, curés influents, ils font preuve de condescendance en acceptant les couronnes que leur tressent, chaque jour, orateurs d'église et publicistes bien pensants. Mais haro sur l'imbécile qui se loue au lieu de charger autrui de le faire : chose pourtant facile lorsqu'on dispose de grandes ressources financières. Placez dans l'encensoir charbons et parfums, attisez soigneusement la flamme, puis empruntez une main mercenaire pour balancer devant vous l'instrument. La morale est sauvée, quand le compliment revient à l'inspirateur par le canal d'une bouche étrangère ; on ne condamne point l'amour des dignités, le mal réside dans une manière franche de l'avouer.

L. BARBEDETTE.

En quelques lignes...

Une, deusse... une, deusse...

Savez-vous quel est le journal le plus militariste de Paris ?

C'est l'*Humanité*.
Manchettes, titres d'articles ne contiennent que des formules militaires et de stratégie guerrière.

Et les articles !
Pas un qui ne soit parsemé de ces expressions : « Attaque — contre-attaque — victoire, l'ennemi se replie — en avant — temps d'arrêt, — le plan criminel de Tardieu, — riposte écrasante, — front uni, — classe contre classe, — la bataille continue, — c'est la guerre aux couteaux, — ils ne nous auront pas, — nous les avons eus, — il faut tenir — à l'assaut du demi-million ».

Quelle mentalité ces titres sonores et creux révèlent chez ceux qui écrivent et chez ceux qui lisent !

Et comme il est vrai de dire que le Parti communiste est un troupeau d'enrégimentés, d'embrigadés, de caporalisés, de mobilisés, de militarisés que les gradés font marcher à la baguette, au profit des chefs !

**

Un groupe de jusqu'aboutistes

Il y a quelques jours, l'*Humanité* a consacré une page entière à la reproduction d'une foule de citations ayant pour auteurs ceux qui, de 1914 à 1918, étaient les principaux rédacteurs de ce journal et les personnages les plus représentatifs du parti socialiste S. F. I. O. : les Renaudel, Bracke, Compère-Morel, Albert Thomas, etc., etc.

On sait que ces beaux Messieurs qui, bien à l'abri, faisaient la guerre avec la peau des autres, étaient des « jusqu'aboutistes » forcenés : jusqu'au dernier sou et jusqu'au dernier homme.

Il n'est pas mauvais, il est même excellent que ces hauts faits soient signalés aux jeunes communistes ; mais il serait honnête de ne pas leur cacher que l'attitude de Marcel Cachin fut exactement celle des Albert Thomas, des Compère-Morel, des Bracke, des Renaudel et de toute la tourbe socialiste parlementaire.

**

Nationalisme idiot

Le *Graff-Zeppelin* vient de faire, en vingt jours, le tour du monde. Cet exploit ne pouvait être passé sous silence ; aussi la presse en a-t-elle informé ses lecteurs ; mais dans la relation de ce voyage véritablement extraordinaire, la presse française a été exceptionnellement sobre de cris admiratifs, de glorification enthousiaste, d'expressions super-lyriques.

Si le dirigeable eût été construit par des français, s'il eût été piloté et commandé par des français, oh ! alors, nous en aurions eu plein la vue : admirable, merveilleux, stupéfiant, prodigieux, incroyable, génial, tous les qualificatifs eussent défilé. *Seule* la France et les Français *seuls* étaient capables d'une aussi miraculeuse prouesse !

Seulement, voilà : le *Graff-Zeppelin* a été construit par des Allemands ; il a été piloté par des Allemands et commandé par un docteur allemand qui porte le nom barbare de « *Eckener* ».

Alors, vous comprenez, ce n'est plus du tout la même chose ; Ah ! mais non !

Il est vrai que les journaux allemands ont épuisé, depuis un mois, en faveur du Dr Eckener, de son dirigeable, du voyage accompli, des passagers, des difficultés vaincues, tout le vocabulaire admiratif.

Décidément, les chauvins, de quelque pays qu'ils soient, sont aussi idiots et ridicules les uns que les autres.

**

Quel est ce parti ?

Une grève éclate.

Le Parti ne s'inquiète pas de savoir pourquoi ni comment.

A quoi bon et qu'est-ce que ça peut bien faire ?

Le truc consiste à pousser la grève à outrance et à en prendre la direction.

Ensuite, de deux choses l'une : ou bien la grève réussit ; et, dans ce cas, le Parti s'en attribue le mérite ;

Ou la grève échoue ; et, alors, le Parti rejette la responsabilité de la défaite sur les confédérés, les social-démocrates, le gouvernement et les jaunes, tous briseurs de grèves.

A tous les coups l'on gagne.

Quel est le Parti qui agit de la sorte ?

« Nous n'y comprenons rien »

On a interviewé quelques personnes échappées à la bombe qui vient d'éclater, près de Nice, dans un restaurant où s'étaient réunis pour faire la bombe — eux aussi — les fascistes les plus notoires de la région niçoise.

Ces braves gens (ce qui ne veut pas dire « ces gens braves ») ont répondu, avec l'accent de la plus candide inconscience : « Nous n'y comprenons rien ; nous ne parvenons pas à concevoir pour quelles raisons ni dans quel but a été commis cet acte de lâcheté et de sauvagerie ».

Pauvres et innocentes victimes !
Seulement ces innocentes victimes savent bien dans quel but et par qui ont été perpétrés et multipliés les actes de lâcheté et de sauvagerie par lesquels Mussolini et ses hordes ignobles se sont frayés le chemin qui mène à la Dictature fasciste.

Ces innocentes victimes s'étaient rassemblées pour célébrer, en goinfrieries et beuveries, le triomphe de ces hordes féroces et acclamer leur chef. Elles s'étaient rassemblées dans un coin fleuri de cette région où se sont réfugiés nombre d'Italiens chassés de leur pays et de leur foyer détruit par l'infâme dictateur.

Faut-il chercher bien longtemps le pour quoi et le comment de l'attentat ?

**

Niaiserie et platitude

Un pauvre valet de plume qui, ayant honte de signer autrement que par ce pseudonyme « Le Passant » les aeries qu'il pond dans la feuille biquotidienne de *Coty*, a publié le 5 septembre, ces lignes ébouriffantes : « M. Mussolini vient d'avoir un enfant. Il avait déjà une progéniture. Ce qu'il y a de remarquable dans cette naissance et ce qui force l'admiration, c'est qu'un homme aussi occupé que le Duce trouve encore le temps de faire des enfants ! »

Imbécile ! Faut-il donc, en Italie, plus de temps qu'en France pour faire un enfant ?

Double crétin ! Si extraordinaire qu'il soit, ce n'est tout de même pas Mussolini qui a accouché d'un gosse. Et qui te dit que le Duce soit véritablement le père du rejeton que sa femme a mis au monde ? N'y a-t-il pas des cocus partout ?

Triple lèche-bottes ! Il faut donc que tu saisisse toute occasion de te vautrer dans la boue de la platitude ?

**

On n'a pas encore vu ça

La C. G. T. U. va tenir son Congrès confédéral. Mais tout porte à prévoir que ça n'ira pas tout seul. Dans maintes fédérations et nombre de syndicats, il y a des rouspétances contre les mots d'ordre imposés sans que les syndiqués soient consultés et contre l'emprise par trop évidente du Parti communiste sur l'organisation unitaire.

Il se pourrait donc que le rapport moral présenté par le bureau fût désapprouvé et que les Monmousseau, Racamond et consorts fussent débarqués. Ces permanents ne veulent à aucun prix être délogés de leur fromage.

Pour y rester, ils ont imaginé d'appeler à prendre part à ce congrès les *inorganisés*, les *non-syndiqués*.

On n'a jamais vu ça. Avec ces sacrés *et gélénistes*, il faut ne s'étonner de rien et s'attendre à tout.

BASTÈS.

Eglise et commerce

Nous savions déjà, depuis belle lurette, que le catholicisme, quelques rares exceptions individuelles à part — qui, d'ailleurs, ne font que confirmer la règle — n'est qu'une vaste entreprise commerciale, organisée sur des bases parfaitement habiles et savantes, et profitant, sous le regard impuissant de la Loi, de l'universelle Bêtise.

Nous étions même convaincus que ce commerce est le plus odieux de tous — bien que tous, au fond, le soyent, toute transaction, d'argent n'étant qu'un vol — parce qu'il exploite un sentiment humain qui, lorsqu'il est profond et sincère, est éminemment respectable : le sentiment religieux, la croyance en un Dieu qui régit les Mondes et l'Humanité. Et aucun Libéraire digne de ce nom n'a jamais entendu couvrir de mépris un Croyant conséquent et sincère : ce que nous haïssons et méprisons au-delà de toute expression, c'est seulement l'hypocrisie abominable des tartufes jésuitiques qui se servent de la Religion pour couvrir, comme d'un manteau infâme, leurs pensées perverses et leurs actions criminelles.

Mais un fait nouveau, cependant, est venu nous confirmer dans cette persuasion que l'Eglise catholique est bien le plus odieux de tous les négoces : ne vient-on pas, en effet, d'apprendre, par la grande presse prostituée, que le Pape, sans doute pour inaugurer sa première sortie officielle du Vatican, a créé toute une kyrielle de titres nobiliaires : princes, ducs et comtes. Et, naturellement, pour acquérir ces titres, il suffira d'avoir, comme pour toutes les autres opérations de cette Eglise du Veau-d'Or, le coffre-fort bien rempli. C'est ainsi que, paraît-il, pour avoir le titre de « prince », il suffira de verser à la caisse du clown à tiare de la « Ville éternelle », la somme de 100.000 francs ; pour avoir celui de « duc du Vatican », 250.000 francs ; pour avoir celui de « comte », 375.000 francs ! ! !

En vérité, c'est formidable. La bêtise et la platitude humaine sont sans limites. Pour la vanité d'un titre, certains bipèdes appelés hommes — bien à tort assurément — vendraient volontiers père et mère. Et comme le dit très bien Clément Vautel — félicitons-le, cette fois encore ; il dit assez d'années par ailleurs ! — dans le *Journal*, où je cueille cette perle rare, il n'y a nulle trace, dans l'Evangile du Christ, dont se réclament ces tartufes monstrueux, d'un commerce aussi révoltant et aussi stupide. Ce n'est pas parmi les « ducs », les « princes » et les « comtes » que le Nazaréen sublime, victime sanglante de ces hypocrites, recruta ses premiers disciples, mais parmi le peuple le plus misérable. Et sans crainte aucune de nous tromper, nous pouvons affirmer que s'il revenait sur cette terre ingrate, il prendrait encore son fouet vengeur pour chasser les « Vendeurs du Temple ».

Christian LIBERTARIOS.

Jean MARESTAN

L'ÉDUCATION SEXUELLE

Nouvelle édition, 336 pages,

illustrée, 184^e mille

Prix : 12 fr. ; franco : 13 fr. 25

Physiologie du mariage. — Préservation sexuelle. — Egalité des sexes. — Moralités futures. — Hygiène et soins de la maternité. — Mariage, divorce, union libre. — Les déviations morbides. — Le problème social de la population.

**

En vente : Librairie de la Voix Libertaire, 55, rue Pixérécourt, Paris, 20^e.

Causons un peu, mon voisin

— Dites-donc, monsieur Lehavrey, vous lez-vous que je vous annonce une nouvelle ? Tenez, je ne vous fais pas attendre. Vous connaissez bien Robert Duchemin, le fils du locataire du premier ? Il est venu hier en l'absence de ses parents, a pris quelques hardes, puis a laissé un mot disant « qu'il en avait soupé et qu'il ne reviendrait plus ». Qu'est-ce que vous en dites, vous de ça ?

— Pour moi je n'en suis que médiocrement surpris, c'est un garçon qui, à mon idée, devait en arriver là où se marier.

— Ça ne fait rien, tout de même, ce n'est pas gentil ; je veux bien que le père s'enivre, que la mère n'ait pas de goût pour arranger la maison, mais ce n'est pas une raison pour abandonner ses parents, ils ont assez fait de sacrifices pour lui, il pourrait bien maintenant en faire un peu pour eux ! !

— Croyez-bien que je n'oublie pas les sacrifices faits par les parents pour leurs petits, mais cela ne justifie pas que les enfants restent, quand ils peuvent faire autrement, dans une atmosphère repoussante comme la maison des Duchemin qui est, entre nous, un véritable taudis. De plus, le père, quand il est « plein » fait une vie du diable, frappe sur la mère et les gosses ! ! Qu'est-ce que vous voulez, il n'y a rien d'étonnant à ce qu'un enfant s'évade d'une telle maison.

— Tout de même les enfants, maintenant, vont un peu vite pour faire leurs paquets !

— Oui, je sais qu'il y a des « coups de tête », mais il arrive aussi bien souvent que les parents abusent de l'autorité paternelle ou maternelle, sans tenir compte des besoins du jeune homme ou de la jeune fille ; ils exercent un contrôle incessant sur leur vie toute entière ; ils choisissent dans la plupart des cas le métier, que cela plaise ou ne plaise pas à l'enfant. Et puis, avec l'âge, ils contrôlent les fréquentations, interdisent de sortir avec un « tel », parce

qu'il se tient mal, parce qu'il n'est pas bien habillé; avec la petite X... parce qu'on l'a vue avec des gas!! etc., etc... Parfois, c'est les idées qui ne leur plaisent pas et ils vont jusqu'à chasser de chez eux le jeune qui a eu le tort de se laisser séduire par des idées avancées!! Non, voyez-vous, les parents ne sont pas toujours à plaindre quand les enfants les quittent car ils en sont souvent responsables. Il faudrait qu'ils comprennent que les enfants aspirent fortement à la liberté, qu'ils se servent de leur expérience pour leur donner des conseils et qu'ils les laissent tenter leur chance, s'orienter comme ils le désirent.

— Ils verraient bien vite que tout n'est pas rose, surtout pour les jeunes filles!!

— Il est possible, même certain, que l'avenir réserve à tous, et à toutes des déboires, mais l'on n'en mourrait pas. Qu'est-ce que vous voulez, « la plus belle rose a des épines ». Et pour conclure je pense que les parents ne sont pas toujours bien fondés à se plaindre car si les enfants ont des devoirs envers eux, ils en ont également envers les enfants et les sacrifices qu'ils consentent à l'égard de leurs proches sont moins des faveurs qu'un dû!

— Ça c'est pas ordinaire! alors le travail acharné du père pour nourrir ces enfants, leur donner tout ce qui faut, les soins de tous les instants que la mère prodigue à ses petits, tout ça ne serait qu'un dû? J'y vois, moi, la preuve d'une immense affection, d'un dévouement formidable, purement facultatif, qui empêche les parents de ne pas accomplir ses soins de se donner toute cette peine! Allons, si vous voulez bien, nous y reviendrons la prochaine fois.

— Bien sûr et vous verrez que je n'ai pas parlé aussi légèrement que cela peut paraître.

LEHAVREY.

La guerre privée de Sir Henri Deterding contre la Russie des Soviets

Il y a deux ans qu'on découvrit en Allemagne de grandes quantités de fausse monnaie russe. On procéda à l'arrestation de quelques Géorgiens qui vont actuellement comparaître devant la justice. Cette fabrication de faux roubles était inspirée par des motifs politiques: il s'agissait de financer une révolte en Géorgie. Les révélations faites par le principal accusé jetèrent de nouveau une violente lumière sur le rôle des magnats des trusts du pétrole, qui ont joué non seulement une carte décisive dans la politique mondiale de l'après-guerre, mais qui n'ont pas plus hésité à organiser et à financer des révoltes quand cela pouvait servir leurs desseins.

Dans la guerre pour la domination mondiale que se livrent les impérialismes anglais et américains, le pétrole est un facteur de tout premier ordre. Qui tient le pétrole tient la puissance économique et même la puissance militaire depuis que le pétrole est devenu la matière première indispensable à la flotte maritime comme à celle des airs, à l'équipement des tanks et des camions-automobiles. Il n'est guère de conflits produits sur la scène internationale où les frictions entre le Standard Oil américain et le Shell-Royal Dutch anglais n'aient joué leur rôle.

D'importantes conférences politiques, comme celle de Gènes en avril 1922 et celle de La Haye qui lui suivit, n'ont en réalité été que des « conférences du pétrole » au sujet des concessions russes et c'est le Standard Oil qui causa l'échec de ces conférences, par l'intermédiaire de la diplomatie française qui en défendait les intérêts contre le Royal Dutch.

Déjà pendant la guerre, les terrains pétrolifères du Caucase, qui sont des plus riches du monde, ont été l'objet de soins particuliers de la part des stratèges militaires et au retour de la paix plusieurs tentatives furent faites en vue de se les approprier. Notons que même du côté des social-démocrates, on proposa de transformer les contrées pétrolifères du sud de la Russie en un Etat du pétrole placé sous la protection de la Société des Nations, naturellement pour le plus grand bien des trusts du pétrole. C'est en particulier Deterding, le puissant directeur du Royal Dutch, qui mit au cours de ces dernières années tout en œuvre pour parvenir à rentrer en possession des territoires que possédait le Royal Dutch avant la guerre. Les négociations, de même que les tentatives d'intervention armée, n'ont pas abouti.

Les révoltes en Géorgie ont eu lieu avec l'aide des capitalistes du pétrole. C'est par la Géorgie que passe le plus important canal pétrolier du monde, celui de Bakou

aux ports de la mer Noire. C'est à ce fait qu'il faut imputer la grande sympathie provoquée par les tentatives d'affranchissement des Géorgiens, dans certains milieux.

Il est indubitable que les bolchevistes ont réprimé ces révoltes de la manière la plus brutale et ont occupé le pays par la violence. Après deux années d'occupation bolcheviste, plus de 30.000 socialistes avaient été arrêtés. Le mouvement nationaliste des paysans a été réprimé dans le sang par l'armée rouge. En 1924 eut lieu une révolte dirigée par des socialistes émigrés, incontestablement avec l'appui des magnats du pétrole. Il est vraisemblable que Deterding, après l'échec de ses négociations pour les « pétroles volés », essaya de liquer le monde civilisé contre la Russie et pensa pouvoir, du fond de la Russie méridionale, mener le gouvernement soviétique à sa perte. Il ne faut pourtant pas oublier que les révoltes de la Géorgie en vue d'arracher son indépendance à Moscou jouissaient de la sympathie de la grande majorité du peuple de ce pays.

Les révélations des faussaires de Tsjerwonz nous prouvent que Deterding ne s'en est pas tenu là et qu'il a continué ses tentatives. En 1926, année où les négociations avec les Soviets prirent fin, et que le Standard Oil employa à faire des efforts pour arriver à un accord, le leader des nationalistes géorgiens se rendit à Berlin pour y discuter d'une action à entreprendre à Géorgie et au Caucase contre le régime bolcheviste.

Quinze jours plus tard, on le pria de se rendre à Londres, où les milieux anglais intéressés soutiendraient son action moralement et financièrement. En mars 1926, des pourparlers ont eu lieu à Berlin, auxquels participa entre autres un général allemand, Max Hoffmann, qui devait prendre la direction militaire de la révolte. Du côté anglais, on avait délégué le premier secrétaire de Henri Deterding, et deux membres du Comité directeur du Royal Dutch. Quatre semaines plus tard, les Géorgiens reçurent l'information que tout était arrangé et qu'une nouvelle conférence allait être tenue à Londres. Deterding devait fournir les moyens matériels de l'insurrection. On tâta également le poulx au général Wrangel, mais celui-ci ne put se mettre d'accord avec le général Hoffmann sur la stratégie à suivre. Deterding exigeait par exemple qu'on tint des pourparlers secrets avec le Standard Oil en vue d'une action commune. Il se rendit immédiatement lui-même en Amérique pour s'occuper de ces négociations.

Ces projets n'ont pu être exécutés. Il fut alors décidé de poursuivre ce plan, éventuellement sans aide du côté des Anglais. Et c'est pour en avoir les moyens qu'on en vint à faire de la fausse monnaie russe.

L'Encyclopédie Anarchiste

Depuis une semaine, le 26^e Fascicule a été envoyé à nos abonnés et ceux-ci doivent l'avoir reçu.

Au sommaire de ce très intéressant fascicule, qui va de la page 1201 à la page 1248, les mots: **Légende (fin), Législateur, Législation, Légitime, Légiste, Léonin, Lettre (Belles Lettres) (Gens de lettres) (Société des Gens de Lettres), Levier, Libelle, Libéralisme, Liberté.**

On lira avec un vif plaisir la belle étude d'Edouard Rothen sur le mot **Lettre** (Belles-lettres, Gens de lettres, etc.) et les articles remarquables de nos collaborateurs L. Barbedette, A. Lapeyre, G. Yvetot, Lanarque, Xigrec, Jean Marestan, Doctoresse Pelletier, E. Cotte, E. Armand, G. Goujon, Stéphane Mac-Say, Ed. Rothen et Sébastien Faure.

Une grande partie de ce Fascicule est consacré au mot **Liberté**. Sachant la place énorme que la Liberté tient dans les constantes préoccupations et les multiples efforts des milieux libertaires, on se réjouira de trouver dans l'E. A. une vue d'ensemble sur les divers aspects de la Liberté, chaque rédacteur s'étant appliqué à ne considérer la question que sous un seul angle: philosophique, biologique, historique, social, individuel, collectif. Nous en reparlerons.

**

Les Amis de l'E. A. de Paris et de la Région parisienne

REUNION GENERALE

Le **Mercredi 18 septembre**, à 20 heures, à la Bourse du Travail de Paris, salle des Commissions (1^{er} étage) retenue par les plombiers.

Nota. — Le camarade **Sébastien Faure** exposera la situation morale et matérielle de l'E. A. et fournira à l'assemblée toutes les explications désirables.
Invitation à tous.

L'**Ideé Libre** publie son numéro de septembre (1 fr. 50 en vente à l'**Ideé Libre** à Herblay). — **La situation au Mexique**, par A. Lorulot; **L'Algérie maraboutique**, par G. Wemman; **L'Intolérance des Missionnaires**, par L. G.; **Enquête sur l'état actuel des théories de l'évolution, la bêtise humaine, l'internationale de la mort**, par Blanche Beucahan; **Revue critique**, etc.

Quand le bâtiment va...

Le vieux dicton a toujours raison dans cette société où l'habitat n'est pas considéré comme indispensable. On y construit davantage pour des buts d'utilité contestable (banques, casernes, églises, etc.) que pour des logements et on fait même encore plus dans la branche logement pour les gens aisés que pour les malheureux, par conséquent l'état de l'industrie de la construction donne assez le reflet de la prospérité économique et quand le bâtiment va, tout va.

Dans un autre sens, il fut longtemps vrai aussi, dans l'action syndicale, quand les gars du bâtiment agissaient, le syndicalisme allait.

Or, en ce moment, malgré un réveil sensible, les ouvriers du bâtiment ne sont pas à la hauteur que leur permettrait la situation de leur industrie.

Rarement les circonstances ne furent aussi favorables. Des travaux conséquents d'aménagement de ports, de creusement des canaux, d'élargissement et de reconstruction de grandes gares, nouvelles voies ferrées, électrification; à Paris trois lignes de métro à la fois, des égouts, et liq. entretien de rues et de routes. Ceci pour les travaux publics; mais, pour le bâtiment lui-même, l'essor est semblable et des quartiers neufs surgissent autour de bien des villes, les lotissements se multiplient et se garnissent, l'application de la Loi Loucheur fournit aussi son petit appoint.

Pour faire ces travaux, il y a de la main-d'œuvre, c'est vrai, et les pays à forte natalité peuvent en envoyer d'autres; le Nord-Afrique fournit un fort contingent; mais les travaux en cours en nécessitent davantage et on demande aux travailleurs de faire onze heures et de travailler un dimanche sur deux.

Dis ans après le vote de la loi des 8 heures, on constate que la majorité des bâtimenteux font 60 heures par semaine!

Il est vrai qu'il y a de la rouspéance pour les salaires qui ont augmenté, cette saison, à peu près partout et jusqu'à un franc d'augmentation horaire parfois, mais cela ne fait que les maintenir en face de la hausse du coût de la vie et l'augmentation est fictive; plus d'argent, mais pas plus de denrées avec.

Et notre industrie reste loin derrière les autres industries. Retraites, congés payés, indemnités de renvoi ou de maladie, travail régulier, etc..., tout cela est inconnu.

L'action syndicale est nulle ou entièrement absorbée par la lutte des salaires. Le bâtiment ne va pas, le syndicalisme est malade.

Actuellement il est évident que, si les organismes syndicaux étaient restés unis entre eux et uniques par localités, leur influence serait considérable et l'action des corporants serait toute autre, en largeur et en profondeur.

Les politiciens qui ont poussé à la casure des syndicats, sont, pour une grande part, responsables de ce marasme, et plus on émette le mouvement, plus on se crie unitaire.

Quelle que soit la position prise, il est rare qu'on ne s'affirme pas en faveur de l'unité, tellement cela est inhérent à la nature même du syndicalisme ouvrier; si l'on ne fait pas bloc contre l'exploitant, on est à sa merci. A chaque instant des voix s'élèvent en faveur de l'unité, mais la C. G. T. U. a abandonné complètement la motion Paris-Etat-Rive-Droite et, en fait d'unité, n'a plus que le qualificatif; la C. G. T. reste intransigeante: que les dissidents reviennent au bercail.

Il est évident que les Etats-Majors, multipliés par les scissions, n'ont pas intérêt à s'unir, c'est-à-dire à disparaître pour la moitié d'entre eux; aussi il faut chercher le chemin vers l'unité par le syndicat d'abord, la confédération viendra plus tard.

Ouvriers du bâtiment, grâce à un renouveau de travail et une abondance relative et momentanée de francs-papiers, le patronat ne lâche rien d'essentiel, au contraire, il aggrave l'esclavage en réinstallant conditions et durées de travail du siècle passé; pour résister il faut s'unir dans les syndicats et unir les syndicats.

Le premier pas de l'unité syndicale peut être le premier pas de l'action syndicale: le corporatisme.

Ne plus tolérer par localité et par métier, sinon pour l'industrie, qu'une organisation syndicale.

Que cette organisation adhère aux groupements centraux que la majorité décidera, mais cela est secondaire. S'il n'y a plus qu'un syndicat, son influence reviendra vite et sa capacité d'action, l'action corporative qu'il réalisera l'amènera à l'action sociale et par la conscience de sa force devant l'exploiteur, il regagnera sa souveraineté propre au sein de la famille syndicale et ainsi s'attêlera au second palier vers l'unité: qu'une seule fédération par industrie.

Le reste viendra par surcroît. Si le bâtiment va, tout va!

LE PLOMBIER.

Groupe ouvrier anarchiste de Liège. — Les travailleurs désireux de s'instruire sont cordialement invités à la causerie libre que le dit groupe organise le lundi 16 septembre, rue de la Loi, 29, à Liège. La causerie aura pour titre: « Les anarchistes et la nouvelle loi sur les loyers ».

La Vie Régionale

Union Locale des Syndicats autonomes de Bordeaux et environs

ALERTE!!!

Malgré mes avertissements, nos camarades ne voulaient pas prendre au sérieux les menaces des dirigeants de l'Union Locale Unitaire. Ils sont dans l'obligation de déchanter, aujourd'hui, des menaces furent proférées contre certains de nos syndiqués. Donc, le doute n'est plus permis.

Je demande à tous ceux qui auront à subir des brimades, des insultes, au chantier, à l'atelier, au magasin de la part des « U » de m'en informer dans le plus bref délai.

Nous ne permettons plus que les stipendiés de Moscou continuent leur sale besogne sous prétexte que nos camarades sont adhérents à la C. G. T. S. R. Nous devons répondre comme il convient, non pas contre un illuminé, mais contre ceux qui en sont responsables, c'est-à-dire les « Chefs ».

Si nous ne prenons pas garde, si nous ne nous organisons pas, demain nos propagandistes, nos militants, seront frappés dans les réunions, dans les meetings. **Préparons, nous, aussi, notre garde.** Que les syndicalistes, que les anarchistes, se serrent les coudes s'ils ne veulent pas subir, comme nos frères de Russie, d'Espagne, d'Italie, la dictature.

A vous tous, je crie: « Alerte! »...

M.-J. FERMI.

LA CIOTAT

Phobisme. — Dans sa phobie de tout ce qui ne vient pas de lui (il doit croire que sans lui La Ciotat est vouée à disparaître) le rédacteur en chef du « Phare Rouge », après avoir fait la propagande pour la maison « Boka » prend la défense des « commerçants et magasiniers ». Ces commerçants et magasiniers, sont en l'occurrence — tenez-vous bien — les cafés et bistrots.

Il est vrai que la section socialiste, flanquée de son drapeau tricolore, tient elle-même un bistrot et alcoolise d'une façon éhontée, ses adhérents et les personnes qui y vont boire, avec des alcools plus ou moins frelatés, et qui mènent irrémédiablement, ceux qui en usent, dans les asiles d'aliénés.

Et c'est pour cette seule raison que ce Monsieur déplore que les fêtes du 15 août ne se soient pas toutes déroulées sur les quais où pullulent les cafés et où populo s'en serait foutu plein le bidé.

Ce monsieur est très heureux lui-même — car rendons-lui cette justice, il ne boit pas — lorsqu'à ses moments de loisir il peut aller au bord de la mer respirer l'air frais et pur, et pour une fois qu'on y envoie populo il regrette: «... pendant que le bon populo après une longue marche effectuée pour jouir du spectacle n'avait même pas la ressource de se désaltérer.

Pas même de fontaine et d'établissements dont les consommations soient à la portée des bourses modestes de la plupart de nos concitoyens ».

Et voilà où mène la politique, à toutes les compromissions, y compris celle de défendre cette catégorie de gens qui empoisonnent les autres, qui sèment le délirium tremens, le bacille de Koch, la syphilis, etc...

Un peu moins de parti-pris (que l'on ne croit pas ici que nous voulions défendre les Barbier, comité des fêtes, casino, municipalité, etc...) Nous avons déjà dit ce que nous pensions à ce sujet) et dorénavant plus de logique ça vous vaudra mieux, et surtout un peu moins de propagande en faveur des empoisonneurs patentés. — SIG-TADES.

REPLIQUE A BEURAIN

Dans la réponse que fait Beurain aux deux articles que j'ai écrit dans la V. L. n° 26 et 27, il prend la phrase suivante, relative au cas Vacavant pour étayer son argumentation contre la doctrine libertaire: « Ici deux méthodes s'affrontent: la méthode autoritaire employée par vous et qui fait plier toute volonté et la méthode libertaire qui attend tout de la persuasion et de la liberté de chacun. »

Cette phrase s'appliquait exclusivement au cas Vacavant et à notre attitude réciproque vis-à-vis de la position prise par ce camarade qui faisait, à la fois, de la propagande communiste et libertaire, dans un but d'entente révolutionnaire. J'ai démontré que vous, au P. C., étiez intolérants et n'admettiez pas, dans vos groupements, que des camarades fassent une propagande pour un idéal dont votre maître Lénine, lui-même, reconnaissait qu'il était inévitable, quand les deux classes opposées — classe ouvrière et classe bourgeoise — s'étant fondues en une seule après l'application de la Dictature du Proletariat, l'Etat, n'ayant plus sa raison d'être, sa fonction s'éteindra parce que devenue inutile et sans objet. L'Etat donc, que condamne les anarchistes, mourra de sa belle mort comme meurent tous les organismes sans utilité, sans fonction. »

La mort de l'Etat, c'est donc l'Anarchie, prévue par Lénine, et que Beurain, lui, trouve qu'elle repose trop sur l'inconnu et le négatif, car avant de pouvoir affirmer que tous les individus peuvent coopérer à la vie essentiellement humaine de la société, il faut passer par certains stades et procéder tout d'abord à la lutte effective contre le capitalisme. »

Voilà donc Beurain en désaccord complet avec Lénine.

Je disais donc que vous étiez intolérants, de par vos propres théories autoritaires qui font tout plier devant elles, tandis que nous, libertaires, procédions par la persuasion et laissons liberté à chacun, dans nos groupements, pour se déterminer dans un sens ou dans l'autre.

Ceci dit, au sujet du cas Vacavant, qui nous préoccupait. Mais où as-tu pris que sur cette affirmation d'une attitude, entre nous, il s'ensuive que ce soit, là, tout le problème de la transformation de la Société capitaliste qui, dans cette affirmation, se pose ?

Dire que la méthode libertaire en consentant à attendre tout de la persuasion et de la liberté de chacun aboutit à concevoir l'impossibilité la plus absolue à transformer le régime d'oppression actuel en faveur du prolétariat, c'est déplacer la question.

Que nous soyons, tolérants, entre nous, s'ensuit-il pour cela, que nous nions la lutte de classes et que nous attendions que la bourgeoisie abandonne bénévolement ses privilèges ?

Réellement, ignores-tu à ce point la doctrine libertaire et notre programme d'action révolutionnaire défini par le manifeste d'Orléans et accepté par l'Association des Fédéralistes Anarchistes, dont la V. L. est l'organe ? Ce manifeste dit: « Les anarchistes sont révolutionnaires. Ils ne se font pas d'illusion sur l'efficacité des réformes partielles que l'action populaire est susceptible d'arracher aux maîtres de l'heure, car ils sont convaincus que ces réformes ne seront consenties par les classes privilégiées que pour éviter la chute de leur régime. »

Ils restent persuadés que la Société bourgeoise, pour se maintenir, ne reculera devant aucun moyen légal ou illégal de violence — c'est pourquoi ils persistent à affirmer que la transformation de la Société ne viendra que d'une Révolution sociale. »

Nous ne pouvons donc attendre de la maison Saint frères en particulier et de tous les actionnaires des autres bagnes capitalistes en général un abandon volontaire de leurs privilèges d'exploitant du travail ouvrier, mais un abandon forcé, par l'action révolutionnaire des masses ouvrières groupées dans leurs syndicats et groupes de combat, qui les forceront à céder. Nous savons par l'exemple du passé, de l'histoire que les privilégiés n'ont jamais abandonné leurs prérogatives qu'après y avoir été contraints et forcés.

La nuit du 4 août, ne vient qu'après l'action révolutionnaire du 14 juillet.

Nous envisagerons ensuite la gestion de ces bagnes par des soviets ouvriers libertaires, qui auront brisé le cadre de l'Etat capitaliste ou soi-disant prolétarien, si vous voulez tenter d'en instituer un sur l'image de celui qui existe actuellement en Russie.

La Révolution faite ne sera complètement faite que du jour où on aura instauré le régime anarchiste où toute la production et la consommation seront gérées directement par les intéressés, groupés librement dans leurs organes respectifs.

Nous ne voulons pas retomber dans l'erreur du Parti communiste russe qui, pour exercer la « Dictature du Proletariat », maintient toutes les formes du Passé qu'il voulait abattre en conservant: Armée, police, magistrature, prisons, nepman, fonctionnaires, etc., dont tout le peuple travailleur fait les frais.

J'ai démontré également dans les deux articles consacrés à l'exclusion de Vacavant que toutes les rigueurs de votre gouvernement prolétarien allaient aux anarchistes emprisonnés, déportés, expulsés, dans l'impossibilité de faire la moindre propagande, tandis qu'il réservait ses faveurs aux fascistes italiens tel Balbo, fêté à Odessa par les autorités soviétiques. A cela, Beurain ne me répond pas un mot, trouvant sans doute que cette question de la Liberté est une de ces questions secondaires sur lesquels il se montre si prolixe et modeste dans sa réponse, alors qu'elle est au contraire, pour nous, d'une importance capitale.

J'analyserai, du reste, dans un article consacré à la Russie, l'œuvre du Parti communiste, à la propos d'un livre que m'a obligamment prêté notre vieux camarade Jules Lemaire, d'un écrivain qui n'est pas suspect de partialité et qui est même sympathique aux bolchevistes, Luc Durtain, dans « L'Autre Europe ».

Louis RADIX.

SUR NOTRE EDITION REGIONALE

Depuis le n° 10, c'est-à-dire depuis le 4 mai, notre édition régionale existe. Voilà donc 4 mois qu'elle paraît régulièrement. Certes notre édition régionale n'est pas ce que l'on pourrait désirer; elle pourrait être plus variée, plus riche en faits locaux. Les différents centres qui ont accepté le principe de l'édition régionale pour la Somme, le Nord, le Pas-de-Calais, la Seine-Inférieure, la Marne, pourraient fournir une collaboration plus suivie, plus régulière. La rédaction en serait ainsi plus riche, plus variée, plus vivante; tandis que ne relatant que des faits se produisant dans un centre ou une région, comme Amiens, par exemple, qui a fourni, à ce jour, presque toute la copie consacrée à la régionale, elle peut ne pas paraître intéressante à certains centres.

Cependant, il y a des groupes, comme Lille, Reims, Le Havre, qui ont intérêt à voir se développer la V. L. et qui ont certainement des réflexions à faire, une propagande locale à mener, des faits à interpréter, dans le sens anarchiste, pour faire comprendre notre idéal à la classe ouvrière, faire pénétrer notre journal et augmenter ainsi sa vente, qui en a grand besoin. L'exemple du camarade Vacavant, de Pont-Rémy, une petite localité de la Somme et Truquin de Villers-Bretonneux, montre que là où il y a un camarade agissant, au lieu de groupes qui ne font rien, la V. L. se développe et progresse. Qu'on peut dire qu'au lieu de se critiquer sans raison, la plupart du temps, il serait préférable de se donner davantage à l'action.

J'invite donc, encore une fois, — voilà la bonne saison pour les lectures qui revient avec les courts jours — les camarades de notre édition à se remuer pour fournir à la V. L. des Chroniques suivies et régulières. Nul doute qu'avec une riche collaboration nous ne fassions une édition d'autant plus intéressante qu'elle sera variée et vivante.

De plus, elle me soulagera d'autant et tout sera pour le mieux.

Camarades, à l'œuvre!

L. RADIX.

LA BOURSE DU TRAVAIL

Les politiciens socialistes français genre Lecoq et S. F. I. O. genre Lassellain nous avaient promis une nouvelle Bourse du Travail plus confortable et plus propre que le local infect, mal aéré, mal placé et aussi peu confortable que possible que le local de la rue Antonin.

Cette amélioration et cette satisfaction accordée à la classe ouvrière, avant les élections, par l'ancienne municipalité, avaient incité les bénévoles électeurs ouvriers à voter au premier et au second tour pour une liste d'entente républicaine socialiste et socialiste, autrement dit liste Lecomte-Mailly.

Cette... réforme était pour ainsi dire avec l'amélioration des baigns de sable, les deux clous que cette municipalité... d'avant-garde promettaient aux ouvriers amiénois pour leur apporter quelque satisfaction morale et matérielle.

Or, pour si peu que l'on promettait, ne voilà-t-il pas, qu'à peine les élections terminées, à la dernière séance du conseil municipal, on nous apprend qu'on a bien acheté un terrain à cet effet, place au Feurre, mais qu'on a à peine 100.000 francs pour aménager une salle de réunion. On préfère garder, dit Lecoq, les disponibilités pour améliorer le service des eaux !...

Ainsi, voilà la construction ou l'aménagement d'une nouvelle Bourse du Travail, qu'on avait formellement promis aux travailleurs remise en question. On ne peut pas davantage se moquer de la classe ouvrière. Aussi Mailly, dans le Cri du Peuple de cette semaine, pousse-t-il un cri d'alarme, car, dit-il, je ne puis me résoudre à le croire et la faillite à des promesses serait complète!

En avril dernier, la liste de M. Lecoq avait dans son programme la mise dans des

locaux convenables de la Bourse du Travail et nous également. Il faut agir et aboutir!

Nous ne nous sommes jamais fait d'illusions, quant à nous, sur les promesses de n'importe quel candidat qui, une fois élu, se moque de ce qu'il a promis la veille; mais d'un conseil municipal, qui se proclame l'élu de la classe ouvrière, cela dépasse les bornes.

Il est certain que cette non-réalisation réclamée et exigée, depuis longtemps, par les syndicats, après une promesse si retentissante, va produire l'effet d'un pavé dans une mare aux greouilles électorales.

Nous espérons bien que tous les travailleurs, tous les syndicats, tous les militants, feront bloc, en cette occasion, pour exiger, du Conseil, impérieusement, la réalisation, à bref délai, de sa promesse de réalisation de cette Bourse du Travail, qu'attend si impatiemment la classe ouvrière.

Ce serait autrement, comme le dit si excellemment Mailly, une faillite ou mieux une banqueroute frauduleuse qui serait jugée sévèrement.

LE MYSTERE DU TRAIN TRAGIQUE

Sous ce titre, le « Progrès » du 5 septembre, nous fait connaître que le juge d'instruction Kérambrun va reprendre à nouveau l'instruction de cette angoissante affaire qui a subi un temps d'arrêt du fait d'expertises nouvelles décidées.

L'une de ces expertises a trait à l'examen des cheveux trouvés, paraît-il, sur le casse-croûte; l'autre sur les plaies relevées sur le crâne de la victime et attribuées par Fauquennois aux chocs successifs produits par les heurts de la tête du mécanicien Latteignant, sur les piquets de niveaux de courbe. Deux médecins, doivent fournir des rapports là-dessus: le docteur Muller et le fameux médecin-légiste Paul. Inutile de dire, que les experts, aussi bien en écriture qu'en médecine, se sont souvent trompés et ont contribué, bien souvent, à arracher des verdicts de culpabilité au jury et à faire condamner des innocents pour que nous nous inclinions devant leur verdict.

La lenteur de cette instruction permet de dire qu'elle se base sur des données bien fragiles pour être certaines.

Pendant ce temps, un innocent — peut-être, pour ne pas dire sûrement — médite dans sa prison sur les injustices de la justice, qui laisse en liberté des criminels, tel cet employeur Pilon, de Rollot, qui tua, de complicité avec sa femme, à coups de barres de fer, son employé Hérouart, qui venait lui réclamer des bricoles laissées chez lui.

L'un, ouvrier, accusé de meurtre, à la suite d'une rixe invraisemblable, autant que problématique, est arrêté et en prison, tandis que l'autre, un patron, est convaincu de meurtre et en liberté provisoire, pour ne pas dire définitive.

Ces deux attitudes de la justice capitaliste et bourgeoise en disent plus long que toutes les critiques que nous pourrions formuler sur le régime. La fable de La Fontaine: Selon que vous serez puissant ou misérable, est toujours d'actualité!

Ouvriers, méditez et concluez...

CAMARADE, PAS DEMAIN, MAIS AUJOURD'HUI ET TOUT DE SUITE, ABONNE TOI A « LA VOIX LIBERTAIRE ».

PONT-REMY

REPONSE A SANNIER

Sannier se targue d'avoir le courage de signer ses articles alors que moi, je n'aurai que celui de me réfugier derrière ceux qu'écrit mon « chef » Radix.

Eh bien! que Sannier sache qu'il n'a ni le monopole du courage, ni celui de la franchise, car cet article est signé et que, d'autre part, si j'ai accepté des chefs et une discipline dans le parti communiste ce ne pouvait être que dans un esprit d'entente révolutionnaire — entre communistes et libertaires — qui vous fait défaut. Je me sens plus heureux aujourd'hui de militer librement à côté des propagandistes libertaires, qui ne sauraient être des chefs, mais des égaux, luttant comme moi pour une même cause.

Non, aujourd'hui, il n'est plus digne pour moi d'avoir appartenu à un Parti que j'ai défendu cependant pendant 4 ans, jusqu'à mon exclusion et malgré tous les faux nez qu'il y avait.

Tu dis qu'il est indigne d'un militant révolutionnaire de mépriser les anciens camarades avec qui j'ai collaboré. Mais quel est donc celui qui a méprisé l'autre? Alors que vous me traitez d'espion, de traître, de vendu et autres injures, tu as le front de dire que je te méprise et je n'aurai, moi, que le droit de me taire?

Si je t'ai critiqué — avant mon exclusion — ce ne fut jamais qu'au sein de la cellule. Depuis que vous m'avez exclu avec des considérants faux et injustes comme celui par exem-

ple de servir d'agent de renseignements à des adversaires politiques de Pont-Remy, sans apporter aucune preuve, j'ai le droit de reprendre ma liberté et de dire ce que je pense publiquement de certains, dont toi, Sannier.

**

Je me rappelle qu'un lendemain de ta conférence, chez Larivière, j'allais chez Roncoux. Clause était revenu de Trith-Saint-Léger. Après une discussion sur l'intolérance de Clause où je lui reprochais qu'il aurait mieux fait d'avoir rédigé les renseignements qu'on lui avait donnés de Cayeux et de Lourlois au lieu de faire des articles personnels sur un ouvrier que tu connais bien, nous en vîmes à parler de ta conférence où tu disais: « Votez pour Tirmont plutôt que pour Lourlois ». Clause a dit: « Si Sannier a parlé de la sorte, il court droit à l'exclusion ». Est-ce vrai, Roncoux? Ensuite Clause alla le lendemain dire et raconter à Evelette que je vous méprisais tous les deux!

Ta conduite pendant les élections municipales était-elle digne d'un communiste alors que tu étais tout ce que l'on veut: Radical, communiste, socialiste, et même ouvrier réactionnaire. Tu m'as dit que tu étais plutôt sur la liste réactionnaire que sur la liste radicale. Le lendemain des élections, le curé n'a-t-il pas fait de la propagande en ta faveur et même il y avait plus de quarante bulletins de Domingot et toi-même m'a déclaré plutôt vivre avec les réactionnaires que les ouvriers...

A suivre Camille VACAVANT.

MARCO-EN-BARCEUL

Rapacité des grandes compagnies parisiennes pour le revêtement des routes. — Une compagnie parisienne ayant entrepris la construction du boulevard de la Marne qui prend son départ au Croisé-la-Roche et se termine à Tourcoing vient de prouver sa rapacité.

Ce boulevard ayant été manqué, la compagnie doit, depuis plusieurs années, assurer le revêtement; elle dépêcha, pour diriger ces travaux, un chef d'équipe venu spécialement de Paris.

Ce dernier embaucha des ouvriers sur le lieu du travail, et le 23 août dernier fut immédiatement rappelé à Paris pour effectuer de nouveaux travaux. Précipité, il omis de payer à deux ouvriers une journée et demie de travail pour la somme de 56 fr. 90. A la dernière minute, il reconnut son erreur et fit la promesse d'envoyer un mandat. Il y a trois semaines et le salaire n'arrive toujours pas.

Maintenant trois ouvriers ont continué les travaux depuis le 24 août et à l'heure actuelle ils n'ont encore reçu aucun centime, quoique les conventions de la compagnie déclarent que la semaine se termine le vendredi et que la paye est effectuée le samedi.

Ces trois ouvriers, pères de famille, ont un besoin urgent d'argent. Ne voyant rien venir, ils ont pris une décision et annonceront à l'administration qu'ils suspendaient les travaux et si, dans 48 heures, ils n'ont pas leur argent, ils en référeront aux conseils des prud'hommes.

Mais pendant ce temps, les enfants doivent serrer leur ceinture d'un cran et danser devant le buffet pour permettre à la fine-fleur de la compagnie de faire le rupin avec l'argent des ouvriers.

Mais espérons que ces grands hibustiers n'auront pas toujours le dernier mot.

Quel est le remède le plus efficace pour protéger le salaire de l'ouvrier contre les affameurs? Seule la Révolution sociale expropriatrice permettra à l'ouvrier de toucher le bénéfice intégral de son travail.

Camarades, pas de pitié pour les exploités. — M. H.

CONVOICATIONS

Amiens. — Les camarades partisans de la synthèse, se réunissent tous les lundis, à 8 heures du soir, 16, place au Feurre.

LILLE. — Le groupe La Pensée Libre se réunit tous les samedis, à 19 h. 30, 49, rue de Poids. Bibliothèque, vente de journaux et brochures. Un appel pressant est fait à tous les camarades et sympathisants.

La Voix Libertaire est en vente: 17, rue de la Vieille-Comédie; 17, rue Neuve; 11, rue Wazemmes; 49, rue de la Vignette; 23, rue Courmont; 41, rue du Molinel; 26, rue d'Iéna et rue Neuve-Canteleu-Lomme.

Le Gérant: LANGLOIS.



Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

Imprimerie RIVET et KNORRING